

PREFECTURE DES CÔTES D'ARMOR

DIRECTION DEPARTEMENTALE
DE LA PROTECTION DES
POPULATIONS

ARRETE MODIFICATIF

portant autorisation d'une installation classée
pour la protection de l'environnement

Service prévention des risques
environnementaux
N°IC 2004/8482
MTB

Le Préfet des Côtes d'Armor

Chevalier de la Légion d'honneur

- VU le Code de l'Environnement (Livre V) ;
- VU le décret n° 2001-34 du 10 janvier 2001, modifié le 30 mai 2005, relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004, modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- VU l'arrêté ministériel du 6 mars 2001, modifié le 30 mai 2005, relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté ministériel du 7 février 2005, modifié, fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages soumis à autorisation sous la rubrique n° 2111/1 de la nomenclature ;
- VU l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2004, modifié, fixant les dispositions applicables aux puits et forages ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 9 juillet 2009, portant délégation de signature à M. Philippe de GESTAS DE LESPEROUX, secrétaire général de la préfecture des Côtes d'Armor ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 29 juillet 2009, établissant le quatrième programme d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté préfectoral du 5 janvier 2001, au titre de l'installation classée pour la protection de l'environnement «JEAN-MARIE HAMAYON », l'autorisant à exploiter en PLOUGUENAST au lieu-dit « Tournebride » un élevage avicole de 49 000 animaux équivalents (49 000 poules pondeuses) ;
- VU la demande présentée le 24 septembre 2008 par l'installation classée « HAMAYON Jean-Marie », sise « La Ville Hamon » en PLOUGUENAST, en vue de la restructuration externe de l'élevage avicole situé à "Tournebride" avec une augmentation des effectifs (passage de 49 000 poules pondeuses à 53 133 poules pondeuses) et le traitement des déjections en engrais organique NFU 42001 repris en totalité dans le cadre d'un contrat par la Coopérative des Agriculteurs du Morbihan), en PLOUGUENAST au lieu-dit « Tournebride » (Section ZN n° 60) ;
- VU les plans et documents annexés à cette demande ;
- VU les avis recueillis lors de l'instruction du dossier ;
- VU le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées en date du 8 mars 2010 ;
- VU l'avis émis par le Conseil départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques le 26 mars 2010 ;
- CONSIDERANT qu'aux termes des dispositions du Code de l'environnement, notamment l'article L.512-2, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDERANT que le fonctionnement de l'élevage ne paraît pas susceptible d'avoir un impact négatif sur l'environnement et que, en particulier les apports « azotés » ne sont pas supérieurs aux besoins des plantes et que les apports en phosphore ne paraissent pas susceptibles de porter atteinte à la qualité des eaux ;

CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et suivants du Code de l'environnement ;

CONSIDERANT que le siège de l'exploitation se situe dans le bassin versant du Lié ;

CONSIDERANT que l'élevage se situe en zone d'excédent structurel (Z.E.S.), dans le canton de PLOUGUENAST, dont le seuil d'obligation de traitement est de 12 500 UN et le plafond d'épandage est de 75 ha ;

CONSIDERANT qu'il s'agit d'une restructuration externe avec augmentation de cheptel et la mise aux normes du plan de gestion des déjections d'un élevage avicole autorisé par arrêté préfectoral du 05 janvier 2001 pour une capacité d'accueil de 49 000 poules pondeuses cages (œufs de consommation) ;

CONSIDERANT que le pétitionnaire a été autorisé en 2007 à reprendre un élevage de 20 000 poules pondeuses exploité par Monsieur Jean-Jacques BOT au lieu-dit « Réguly » à HEMONSTOIR ;

CONSIDERANT qu'une partie de l'azote de cet élevage a été rapatriée dans le cadre d'une restructuration externe en 2007 ;

CONSIDERANT que le pétitionnaire souhaite utiliser le solde d'azote non utilisé, soit 3 940 UN ;

CONSIDERANT que le projet consiste à augmenter la capacité d'accueil de deux sites existants sur les trois exploités par le pétitionnaire :

- TOURNEBRIDE : le cheptel passerait de 49 000 poules pondeuses à 53 133 poules pondeuses.
- LA NAUTIN : le cheptel passerait de 52 000 poulettes en cages à 65 000 poulettes en cages ;
- RICHEVILLE : le cheptel de 25 000 poules pondeuses en cages autorisé par arrêté préfectoral du 27 juin 1979 et arrêté préfectoral modificatif du 11 mai 2004 est sans modification ;

CONSIDERANT que l'installation a été autorisée par arrêté préfectoral le 05 janvier 2001, sur le site « Tournebride » pour un effectif de 49 000 poules pondeuses (œufs de consommation) en cages en préséchage ;

CONSIDERANT que l'effectif souhaité après restructuration est de 53 133 poules pondeuses soit une augmentation de 4 133 animaux équivalents correspondant à 1 657 unités d'azote/an ;

CONSIDERANT que suite à l'avis défavorable de la Direction Départementale de l'Équipement et de l'Agriculture, Monsieur HAMAYON a donné son accord écrit en date du 17 février 2010 pour limiter le cheptel sur le site de « Tournebride » à 51 366 poules pondeuses ;

CONSIDERANT que les poules sont hébergées dans un seul bâtiment le Poulailier 1. Le poulailier 2 est désaffecté ;

CONSIDERANT que le poulailier est un bâtiment fermé et que les poules sont en cages ;

CONSIDERANT que les fientes sont récupérées par des tapis et conduites dans un tunnel de séchage via un convoyeur ;

CONSIDERANT que les fientes sont stockées après séchage dans un hangar de 520 m² permettant une durée de stockage de 10 mois environ ;

CONSIDERANT que les fientes auront une teneur en MS de 80 % au bout de 3 semaines ;

CONSIDERANT que la capacité de production de l'unité de fabrication d'engrais est de 1, 40 tonne/jour ;

CONSIDERANT que la quantité d'azote produite par an pour cette installation est de 20 598 unités ;

CONSIDERANT que toutes les fientes de l'installation sont transformées en produit normalisé et repris par un prestataire de service en vue d'un transfert dans des cantons dont la charge en azote organique est inférieure à 140 UN/Ha ;

CONSIDERANT que l'exploitation produira 41 153 UN et 32 284 UP205, qui seront gérées de la façon suivante :

- 39 153 UN et 30 605 UP205 seront reprises et exportées dans des cantons hors ZES et à moins de 140 UN/Ha (toutes les déjections des poules + 8530 UN des poulettes) - 2000 UN et 1 679 UP205 seront épandues sur 23 . 24 Ha de terres en propre, soit une charge azotée de 86. 1 UN/Ha de Superficie Directive Nitrate ;

CONSIDERANT que la charge en phosphore organique est de 72. 2 UP205/Ha de Superficie Directive Nitrate ;

- A R R E T E -

ARTICLE 1^{ER} –

Les dispositions de l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral du 5 janvier 2001, sont modifiées comme suit :

- 1.1. - Monsieur Jean-Marie HAMAYON, ci-après dénommé l'éleveur, demeurant à PLOUGUENAST au lieu dit "La Ville Hamon." est autorisé à exploiter à PLOUGUENAST au lieu-dit "Tournebride" (Section ZN, parcelle n°60), conformément aux plans et mémoire annexés à la demande un élevage avicole dont la capacité maximale est de 51 366 animaux équivalents en présence simultanée, répartis en : 51 366 poules pondeuses (oeufs de consommation) en cages et avec séchage de fientes, sous réserve que la quantité d'azote produite soit limitée à 20 598 unités par an.
- 1.2. - Il est également donné acte à l'éleveur de sa déclaration par laquelle il fait connaître qu'il va exploiter également, en annexe de l'élevage, à cette adresse une fabrique d'engrais et de supports de culture à partir de matière organique dont la capacité moyenne de production est de 1,4 tonne par jour.
- 1.3. - Pour l'exploitation de cette installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation sous la rubrique n°2111-1 de la nomenclature le pétitionnaire devra respecter les prescriptions édictées dans l'arrêté du 7 février 2005 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages de volailles soumis à autorisation au titre du livre V du code de l'environnement et de celles définies ci-après.

ARTICLE 2 - Prescriptions particulières concernant les bâtiments d'élevage (poulaillers et annexes).

Les dispositions de l'article 2^{ème} de l'arrêté préfectoral du 5 janvier 2001, sont modifiées comme suit :

2.1. Aménagement et exploitation des bâtiments :

2.1.1. - L'installation est implantée, aménagée et exploitée conformément aux plans et aux dispositions décrites dans le dossier joint à la demande.

2.1.2. - Tout projet de modification de l'installation, de son mode d'exploitation ou de son voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de déclaration, doit être porté, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

2.1.3. - Toutes les eaux usées (sas, etc.), y compris celles du lavage éventuel du poulailler entre deux bandes et celles du lavage de l'équipement intérieur du poulailler, seront collectées et traitées. Tout écoulement dans le milieu naturel est interdit.

2.1.4. - L'installation est toujours maintenue en bon état de propreté. Les opérations de nettoyage et d'entretien sont menées de façon à éviter toute nuisance et tout risque sanitaire. L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires pour lutter contre la prolifération des insectes et des rongeurs.

2.1.5. - L'installation doit être aménagée, équipée et exploitée de manière à ce que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de nuisances olfactives pour le voisinage. L'exploitant doit veiller en particulier à éviter en toute circonstance l'apparition de conditions anaérobies, au niveau du stockage des matières premières ou lors du traitement par compostage.

L'exploitant adopte toutes dispositions nécessaires pour prévenir et limiter les envols de poussières et matières diverses :

- des écrans de végétation d'espèces locales seront mis en place le cas échéant autour de l'installation ;
- pour les installations ou stockages situés en extérieur, des systèmes d'aspersion ou de bâchage seront mis en place si nécessaire.

L'inspection des installations classées peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une campagne d'évaluation de l'impact olfactif de l'installation afin de qualifier l'impact et la gêne éventuelle et permettre une meilleure prévention des nuisances selon les normes en vigueur et les dernières références connues.

2.2. - Sécurité :

2.2.1. - Les isolants employés pour la construction et la rénovation du(des) poulailler(s) et annexes devront être au minimum d'euroclasse feu de type C.
Les locaux techniques devront être compartimentés avec une cloison coupe-feu et/ou isolés par des matériaux de classe A1, A2 ou B.

2.2.2. - L'installation électrique devra être conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage de combustibles, s'il en existe.

2.2.3. - Les silos, greniers et autres locaux affectés dans les exploitations agricoles, de façon permanente ou non, au stockage des produits agricoles ou nécessaires à l'agriculture, devront répondre aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 19 janvier 1977.

2.2.4. - Installer à 200 mètres au plus de l'établissement, en un emplacement facilement accessible aux engins de lutte contre l'incendie, un poteau d'incendie de 100 m / m conforme à la norme NFS 61-213 capable de fournir en permanence un débit de 1000 litres / minute sous une pression dynamique de 1 bar minimum ou une réserve d'eau d'une capacité comprise de 120 m3 conformément à la circulaire ministérielle n° 465 du 10 décembre 1951.

D'autre part, l'établissement sera doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre (extincteurs pour feu d'origine électrique). De plus, un tuyau d'arrosage, branché sur une conduite d'eau sous pression, sera installé sur l'aire de fabrication d'engrais organiques et à proximité d'une issue de l'élevage.

2.2.5. - Les bâtiments d'élevage et les annexes seront accessibles par une voie de 4 mètres de large au moins utilisable en toute circonstance et pouvant supporter le passage et le stationnement d'un engin de 19 tonnes.

ARTICLE 3 - Prescriptions complémentaires concernant la fabrique d'engrais et supports de cultures.

Les dispositions de l'article 3^{ème} de l'arrêté préfectoral du 5 janvier 2001, sont modifiées comme suit :

L'éleveur est soumis aux dispositions du présent arrêté pour la mise en oeuvre d'un procédé de traitement par séchage des fientes et un stockage dans un hangar, l'ensemble situé en annexe de son installation.

3.1 - Installation.

3.1.1. - L'installation permettra de transformer les fientes issues de l'élevage en un engrais organique qui devra répondre à la norme NFU 42 001.

3.1.2. - Les moyens mis en oeuvre sont : séchoir (tunnel de séchage).

3.1.3. - Pour la mise en oeuvre du procédé de fabrication, l'exploitant disposera également d'un hangar de 520 m2 permettant une capacité de production et de stockage d'au moins six mois. Un quai ou une aire de chargement sera aménagé de façon à permettre la reprise des produits dans de bonnes conditions.

3.1.4. - Le stockage des matières premières et des produits finis doit se faire de manière séparée sur des aires identifiées, réservées à cet effet.

3.1.5. - L'exploitant disposera des matériels nécessaires à la mise en oeuvre des procédés de fabrication soit directement soit par l'intermédiaire d'un prestataire de service.

3.1.6. - La hauteur maximale des stocks de produits est limitée en permanence à 3 mètres. Dans le cas d'une gestion par andains, la même contrainte s'applique pour la hauteur des andains, sauf exception dûment justifiée, et après accord de l'inspection des installations classées .

3.1.7. - La durée d'entreposage sur le site des fientes sera inférieure à un an.

3.2. - Exploitation - entretien.

3.2.1. Surveillance de l'exploitation.

L'exploitation doit se faire sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation.

Les personnes étrangères au fonctionnement de l'élevage ne doivent pas avoir libre accès à l'installation.

3.2.2. Ventilation des locaux.

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux fermés abritant l'une des aires visées doivent être convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosive. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation doit être placé aussi loin que possible des habitations voisines.

3.2.3. Contrôle et suivi de fabrication.

La gestion doit se faire par lots de fabrication. Un lot correspond à une quantité de matières fertilisantes ou de supports de culture fabriqués ou produits dans des conditions supposées identiques et constituant une unité ayant des caractéristiques présumées uniformes.

3.2.3.1. Les anomalies de procédé devront être relevées et analysées afin de recevoir un traitement nécessaire au retour d'expérience de la méthode d'exploitation.

3.2.3.2. L'exploitant doit tenir à jour un cahier de suivi de fabrication sur lequel il reporte toutes les informations utiles concernant :

Les quantités de fientes traitées,

Les anomalies de procédé relevées ainsi que les mesures palliatives mises en place.

Les résultats d'analyses physico-chimiques réalisées.

3.2.3.3. Les documents de suivi devront être archivés et tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées pendant une durée minimale de 5 ans.

3.2.3.4. Toute modification du process doit être portée à la connaissance de l'inspecteur des installations classées.

3.2.3.5. Pour les effluents qui ne sont ni homologués ni conformes à la norme rendue d'application obligatoire, le pétitionnaire devra obtenir l'accord de l'inspecteur des installations classées quant au mode d'élimination qu'il compte mettre en oeuvre (destruction, incinération, épandage, etc.).

3.2.4 Utilisation de l'engrais organique.

Pour être mis sur le marché, au titre des articles L 255-1 à L 255-11 du code rural relatif à la mise sur le marché des matières fertilisantes et des supports de cultures, les engrais organiques doivent disposer d'une homologation ou, à défaut d'une autorisation provisoire de vente ou sont conformes à une norme rendue d'application obligatoire.

L'exploitant doit respecter les obligations de résultats définies par les spécifications de la norme ou de l'homologation ou de l'autorisation provisoire de vente, en matière de valeur fertilisante et de sécurité sanitaire du produit.

A cette fin, dans l'attente de consignes nationales sur la normalisation et indépendamment des exigences particulières portées sur le contrat de reprise, pour chaque lot commercialisé, l'exploitant met en place les procédures de contrôles et analyses nécessaires. Celles-ci portent au minimum sur les paramètres suivants: Matière sèche, matières minérales, matières organiques, azote totale et NH₄, P₂O₅, K₂O.

Par ailleurs et dans l'attente de la publication par la commission d'étude de la toxicité des matières fertilisantes et des supports des cultures, des tolérances en éléments toxiques, l'exploitant est tenu de réaliser, tous les six mois, une recherche de métaux lourds : cadmium, cuivre, plomb, zinc.

De même, il devra procéder à des prélèvements et des examens portant sur les germes suivant : E.coli, salmonelles (St, E), Clostridium, entérocoques, oeufs d'helminthe, streptocoques. Un résultat de ces recherches datant de moins de six mois devra être fourni avant chaque reprise de produit.

Le produit devra être étiqueté conformément aux spécifications de la norme ou de l'homologation ou de l'autorisation provisoire de vente. L'étiquetage devra également indiquer que les produits commercialisés doivent répondre aux exigences réglementaires du programme d'action ou réglementations spécifiques en vigueur dans les départements destinataires.

Pour être considéré comme une mesure de résorption par exportation du produit à des fins commerciales, l'exploitant devra mettre en place une traçabilité conformément aux dispositions prévues à l'article 3-3.

3.3. Gestion des flux - Traçabilité.

Une convention est établie avec un prestataire de service qui assure la mise sur le marché ou la reprise vers une installation classée 21-70 pour 514 tonnes de d'engrais organique par an soit 20 598 unités d'azote. Afin de justifier d'une mesure de résorption, les produits repris devront être épandus en dehors des cantons

en zone d'excédents structurels et cantons supérieurs à 140 UN/ha conformément aux dispositions départementales en vigueur.

Un enregistrement des cessions à l'organisme cité dans la convention de reprise est réalisé avec :

- les dates de départs,
- les références de lot,
- la référence de la norme ou de l'homologation, le cas échéant,
- les quantités livrées en tonnes et/ou en m3,
- le nom du transporteur,
- les destinations (nom du destinataire et lieu de destination).

A chaque enlèvement, un bon d'enlèvement est établi entre l'exploitant, le transporteur et l'organisme qui assure la reprise. Sur ce bon sont indiqués, la date de départ, la nature du produit, la référence à la norme ou le numéro d'homologation, les quantités enlevées en tonne et en m3, la désignation du transporteur, la dénomination de l'exploitant, son adresse et les coordonnées de la société qui assure la commercialisation. L'exploitant doit pouvoir fournir chaque année aux services d'inspection des installations classées, les quantités de produits livrés et leurs destinations finales, celles-ci pouvant être fournies directement par la société qui assure la reprise et tenir à la disposition des organismes de contrôle les analyses et bons d'enlèvements qui devront être conservés au moins pendant cinq ans.

L'exploitant est tenu d'avertir le service d'inspection installation classée de toute rupture de contrat dès lors qu'il en prend connaissance ou de tout événement s'opposant à la reprise des déjections et de proposer une mesure alternative. En l'absence de solution de substitution, les effectifs d'animaux devront être réduits.

ARTICLE 4 -

Les autres dispositions de l'arrêté préfectoral susvisé du 5 janvier 2001 restent inchangées.

ARTICLE 5 - Résorption.

Les 20 598 unités d'azote exportés après normalisation dans des cantons dont la charge en azote organique est inférieure à 140 unités seront comptabilisées en résorption.

ARTICLE 6 -

La présente décision, accordée sous réserve du droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans le délai de trois ans ou reste inexploité pendant plus de deux années consécutives.

Toute transformation dans l'état des lieux et toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, devra faire l'objet d'une nouvelle demande.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet du département des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession

Les exploitants sont tenus de déclarer, sans délai, à l'Inspection des Installations Classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

Ils doivent, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le Livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

ARTICLE 7 -

Une copie du présent arrêté sera déposée aux archives de la mairie de PLOUGUENAST pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait de cet arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, sera affiché à la porte de la mairie de PLOUGUENAST pendant une durée minimum d'un mois. Un même extrait sera affiché, en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins des exploitants.

ARTICLE 8 -

Délai et voie de recours (article L.514-6 du Code de l'environnement) : La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de RENNES (sis : Hôtel de Bizien - 3 Contour de la Motte - 35044 RENNES CEDEX). Le délai de recours est de deux mois pour le pétitionnaire, à compter de la notification de la présente décision.

ARTICLE 9 -

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor, le Maire de PLOUGUENAST, l'Inspecteur des Installations Classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera notifiée aux pétitionnaires pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police .

SAINT-BRIEUC, le 12 AVR. 2010

LE PREFET,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,


Philippe de Gestas-Lespérour